

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
65017 Tarbes

Tarbes, le 23/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DELILE ET FILS**

ZI

Route de Nérac  
32100 Condom

Références : 2025-0147  
Code AIOT : 0006806918

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement DELILE ET FILS implanté ROUTE DE L'ARCON 32000 AUCH. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection réalisée le 14 mai 2025 de manière inopinée entre dans le cadre de l'Action régionale coup de poing sur la lutte contre l'incendie dans les installations de tri et transit de déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELILE ET FILS

- ROUTE DE L'ARCON 32000 AUCH
- Code AIOT : 0006806918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Delile et Fils - SIRMET située route d'Arçon, sur la commune d'AUCH, est spécialisée dans la collecte et l'entreposage de déchets dangereux et non dangereux. Son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 octobre 2009 modifié, et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 14 octobre 2015 et du 11 janvier 2021.

Les installations sont également soumises aux arrêtés ministériels de prescriptions générales en vigueur au titre des rubriques 2791-1 (régime Autorisation), 2710-1-a (régime Autorisation), 2712-1 (régime Enregistrement), 2713-1 (régime Enregistrement), 2714-1 (régime Enregistrement) et 2710-2-b (régime Déclaration).

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.9	Demande d'action corrective	1 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.4	Demande d'action corrective	1 mois
10	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens d'accès et de circulation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.3	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.2	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.2	Sans objet
6	Dispositifs de prévention des	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	accidents		
8	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 5.5	Sans objet
9	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté quelques non-conformités mineures, sur l'installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, auxquelles l'exploitant doit apporter des actions correctives : accessibilité d'un RIA et d'un poteau incendie à améliorer, zone susceptible de contenir des batteries lithium à identifier visuellement, procédure d'alerte à compléter et Plan de Défense Incendie à mettre à jour et à transmettre au SDIS32.

Concernant les autres points de constat, l'exploitant a démontré le respect de la réglementation qui lui est applicable.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Moyens d'accès et de circulation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité et circulation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. [...] Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie engins. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés. [...]  <b>Constats :</b>  L'Inspection constate la présence d'un portail qui peut être fermé et d'une clôture autour du site. Une voie engin permet l'intervention des services d'incendie et de secours sur les aires de stockage.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Dispositifs de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.9
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [.. 
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, aucune batterie lithium n'est présente sur la zone de collecte de déchets apportés par le producteur initial. L'exploitant déclare que lorsqu'une batterie lithium est trouvée, celle-ci est isolée dans un bac à part. L'exploitant désigne la zone à l'Inspection mais celle-ci n'est pas visuellement identifiée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, <b>sous un délai d'un mois</b> , identifier visuellement la zone d'entreposage des déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium, séparés des autres déchets dès leur réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours [...] 
<b>Constats :</b>  Un plan de l'installation est affiché à l'entrée du site. Celui-ci est bien visible et clair. Il indique notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les zones autorisée et non autorisée au public</li> <li>• le sens de circulation</li> <li>• les zones de dépôt des déchets selon leur nature</li> <li>• des panneaux d'interdiction (poids maximum des véhicules autorisés (3,5t), limitation de la vitesse de circulation (10km/h), interdiction de fumer)</li> <li>• les pictogrammes des équipements de protection individuelle à porter.</li> </ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Points d'eau incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; [...]  <b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'Inspection constate la présence d'un RIA ainsi que d'un poteau incendie à proximité de l'installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial. Toutefois, l'accessibilité à ces derniers n'est pas optimale : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des caisses de déchets sont posées à proximité du RIA</li> <li>• de la végétation commence à se développer autour du poteau incendie.</li> </ul> L'exploitant en prend note sur le site et déclare que les caisses vont être déplacées et la végétation débroussaillée autour du poteau.  <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, <b>sous un délai d'un mois</b> , veiller à ce que ses moyens de lutte contre l'incendie soient accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification du matériel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...]. - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits

<p>stockés.</p> <p>[...]</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate sur le site la présence d'extincteurs visibles et accessibles. Un affichage indique de quel type d'extincteur il s'agit. Une étiquette indique la date de dernière vérification. Par ailleurs, les dates de vérification sont notées dans le registre de sécurité qui a été consulté en séance par l'Inspection. Les vérifications sont réalisées par l'entreprise Securis.</p> <p>La dernière vérification date du 14/10/2024. La vérification précédente date du 18/10/2023. La fréquence de vérification des extincteurs est donc conforme (au moins une fois par an).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant fournit à l'Inspection l'accès à son espace client Securis où les rapports de vérification sont consultables.</p> <p>L'Inspection constate que les dernières dates renseignées sur le registre de sécurité ne correspondent pas toujours aux dernières dates de vérification réelles : par exemple, le registre de sécurité indique en date de vérification la plus récente pour les poteaux incendie le 29/01/2024 alors qu'un rapport de vérification des poteaux incendie date du 04/03/2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir son registre de sécurité à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Dispositifs de prévention des accidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interdiction de feux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de déchets dangereux et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate sur le site l'affichage visible de l'interdiction de fumer. Cet affichage est notamment présent sur le plan du site visible dès l'entrée dans l'enceinte ICPE, à l'accueil, à-côté du pont-bascule et à l'entrée de la zone de collecte de déchets apportés par le producteur initial.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Dispositifs de prévention des accidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités</p>

d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

**Constats :**

L'Inspection constate, sur le site, l'affichage :

- d'une "fiche de sécurité en cas de pollution" qui indique en quatre points la procédure à suivre en cas de déversement d'un liquide polluant ;
- d'une "fiche sécurité incendie" qui indique en six points la procédure à suivre en cas de départ d'incendie avec le rappel du numéro de téléphone des pompiers. Un plan schématique indique la localisation des extincteurs ;
- de la consigne d'interdiction de fumer.

L'exploitant indique à l'Inspection par courriel du 20/05/2025 que le numéro de téléphone du responsable d'intervention est indiquée en page 2 du Plan de Défense Incendie (PDI). L'Inspection a constaté sur le site que ce PDI est disponible en version papier sur le tableau d'affichage à l'accueil.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, **sous un délai d'un mois**, ajouter le numéro de téléphone du responsable d'intervention sur la procédure d'alerte affichée et tenue à jour dans les lieux fréquentés par le personnel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 5.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement

**Prescription contrôlée :**

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.

**Constats :**

L'Inspection constate sur le site la présence d'une lagune permettant de recueillir les déversements de matières dangereuses en cas d'accident et de confiner les eaux d'extinction.



<p>La consigne de fermeture des deux vannes de la lagune apparaît dans la procédure affichée dans la "fiche sécurité incendie".</p> <p>Par ailleurs, le dimensionnement de la lagune avait été justifié par l'exploitant, par courriel daté du 04/02/2025, dans le cadre de l'instruction d'un dossier de porter à connaissance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Dispositifs de prévention des accidents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réception des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement par les déposants sur les aires, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes aires, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p> <p>Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures au public.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection constate sur la zone de collecte de déchets apportés par le producteur initial la présence de zones de tri distinctes identifiées par un affichage visible en fonction de la nature du déchet, notamment : ferraille, DEEE à dépolluer, tout venant, carton, bois. Ces zones de tri sont également identifiées sur le plan à l'entrée. Elles sont séparées par des blocs en béton.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Dispositifs de prévention des accidents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>« Il comprend au minimum :</p> <p>« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</p> <p>« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</p> <p>« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le</p>

cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

#### **Constats :**

L'Inspection constate sur le site la présence du Plan de Défense contre l'Incendie (PDI) accessible et visible à l'accueil en version papier.

Ce PDI contient :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non-ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- le plan d'implantation des RIA, poteaux incendie, bâche incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ;
- la procédure d'obturation du bassin incendie ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, <b>sous un délai de deux mois</b>, compléter son plan de défense contre l'incendie avec les documents suivants, et le transmettre au SDIS32 et à l'Inspection des Installations Classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité</li> <li>le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>